



Comité Départemental d'Action Sociale du 8 juin 2017

Le restaurant de Muret en danger !!! Les assistantes sociales : nouveau pare-feu pour les directions !!!

C'est de nouveau dans un contexte d'austérité budgétaire que s'est déroulé le dernier CDAS puisque le budget de l'action sociale a diminué de 32,89 millions € entre 2015 et 2017. Cela se traduit, notamment :

- par une baisse de la subvention EPAF (moins 3 millions € depuis 2014) et de la dotation globale des crédits d'actions locales (moins 89 000 € par rapport à 2016) ;
- par la volonté de fermer les restaurants de moins de 20 repas/jour ;
- ne pas amender le nombre de réservations de logements.

La CGT Finances demande de définir les budgets ou subventions en se basant sur les besoins des agents. Le Secrétariat général répond par des coupes budgétaires tout en expliquant dans sa note d'orientations que le budget 2017 permet de maintenir un haut niveau de prestations. À vous de juger !!!



Si, pour le moment, le Crédit d'Action Locale (interventions des professionnels, arbre de Noël, sorties...) de notre département n'est pas revu à la baisse, les prestations issues directement des ministères économiques et financiers sont mises à mal :

Restauration : menaces pour le restaurant de Muret.

Logement : pas de nouvelles dotations prévues.

Colonies EPAF : acheminement vers la plate-forme de rassemblement en bus cette année.

Une enquête est prévue en fin d'année sur le **restaurant de Muret** sur les questions d'amélioration ou fermeture avec conventionnement ou bien titres restaurant. Nous sommes allés à la rencontre des collègues du site le 27 juin dernier pour entamer la discussion et recueillir les informations nécessaires.

La circulaire « Service Social » du 9 novembre 2016 présentée lors de ce CDAS précise les deux grandes missions du service social que sont :

- l'**accompagnement social et individualisé** de conseil aux agents ;
- les interventions dans **les collectifs de travail**.

En effet, demain, les professionnels du service social (mobilisés depuis plusieurs mois afin d'obtenir la reconnaissance de leurs qualifications) seront ainsi amenés à intervenir lors d'actions de formation, de prévention, dans le cadre de restructurations, à être en lien avec les ressources humaines et les responsables des administrations et services impactés par ces restructurations afin de mieux suivre les collectifs de travail et de pouvoir traiter les conséquences de ces restructurations sur les agents !!!

Le secrétariat général demande aux professionnels du service social de jouer les pompiers de service lors des restructurations !!!

Le programme est ambitieux mais les moyens ne sont pas là !!!

Nous voyons bien que sans moyens suffisants pour accomplir les missions qui lui incombent, l'action sociale de notre département va de plus en plus difficilement jouer son rôle d'aide et de soutien. Question d'autant plus préoccupante compte tenu du contexte actuel et à venir...



Vos représentants CGT Finances 31 à ce CDAS :

Carole GAUTIER (Douanes), Anne-Marie LEGRAND (Douanes), Françoise MONDON (DIRECCTE) et Stéphane BOY (DGFIP)